

 **Fonds de l'Union régionale
CGT d'Île-de-France (URIF
CGT) - 3^e dépôt.**

La Maison des syndicats, Paris.

1891-2003

Sous-série 502J/1-160

Fonds de l'Union régionale CGT d'Île-de-France (URIF CGT) - 3^e dépôt.

La Maison des syndicats, Paris.

1891-2003

Sous-série 502J

Répertoire numérique détaillé établi par Naïla Kebbati sous la direction de Ghislaine Walpen, directrice adjointe des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Identification synthétique

Producteur :	URIF CGT.
Référence :	502J/1-160.
Dates extrêmes :	1891-2003.
Niveau de description :	Fonds.
Langue(s) des documents :	Français.
Importance matérielle :	2,5 ml.
Modalités d'entrée :	Dépôt dans le cadre de la convention signée en 1995 avec l'Institut d'histoire sociale de l'URIF CGT.
Conditions d'accès :	Communication libre après un délai de 30 ans, sauf pour les documents contenant des informations personnelles qui sont soumis à un délai de 100 ans.
Conditions de reproduction :	Sur autorisation du déposant.

Introduction

Historique du producteur

Emblème du mouvement syndical parisien, la Maison des syndicats représente un lieu historique de l'engagement militant ouvrier durant le XX^e siècle. Obtenir le droit de se réunir, puis le droit de se loger à son propre compte pour débattre des problèmes des ouvriers était un parcours semé d'embûches.

En 1905, la Confédération générale du travail (CGT) est expulsée de la Bourse du travail qui était alors sous tutelle de la Préfecture de Paris. En 1906, un local provisoire est rapidement trouvé au 10, cité Riverin à proximité de la rue du Château-d'Eau. Mais, craignant « *l'agitation ouvrière* », le bailleur ne tarde pas à donner congé à la CGT après avoir découvert son statut de syndicat ouvrier.

La solution d'un logement définitif est trouvée avec la location de l'ancienne usine Schmit, située rue de la Grange-aux-Belles dans le quartier ouvrier du 10^e arrondissement de Paris. Avec l'objectif d'assurer une plus grande indépendance des organisations vis-à-vis du préfet de Paris, la CGT décide d'acheter l'immeuble et le terrain. Mais elle se heurte à l'obstacle du financement et du droit à la propriété. Si la loi du 21 mars 1884 accorde aux travailleurs le droit de s'organiser en syndicat professionnel, elle ne leur donne pas le droit d'être propriétaire en tant que personne morale et ce jusqu'en 1922. Pour contourner les contraintes du droit, les militants choisissent de se constituer en société collective.

En novembre 1907, une « Société Victor Griffuelhes¹ et Compagnie » est constituée grâce à un prêt consenti par Robert Louzon². La société porte initialement le titre de « Maison des fédérations ». Elle dispose de bureaux, d'une bibliothèque, d'une clinique et de sa propre imprimerie au 33, rue de la Grange-aux-Belles.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la « Grange-aux-Belles » devient une société anonyme. Elle prend alors le nom de « Maison des syndicats ». Dans ses statuts déposés le 5 juin 1914 chez maître Saucier, la société a pour but « d'acheter, de construire ou de louer, comme preneur ou bailleur, tout immeuble à Paris, et dans le département de la Seine, de les utiliser pour salles de réunions, salles de cours, de conférences, bibliothèques, bureaux pour associations syndicales, et toutes œuvres ayant un intérêt social et général»³. Pendant la guerre de 1914-1918 est construite la salle de réunion Pierre Semard.

Lors de la scission de la CGT en 1920, la nouvelle Confédération générale du travail unitaire (CGTU) qui en est issue possède la majorité des actions de la société. Elle a le contrôle de la société et du conseil d'administration. La Maison des syndicats fournit salles et bureaux aux organisations syndicales de la CGTU, non seulement sur le site de la Grange-aux-Belles, mais aussi dans d'autres locaux achetés à

¹ Secrétaire de la CGT de 1901 à 1909.

² Robert Louzon, ingénieur à la Compagnie du gaz de Paris, licencié pour avoir consenti ce prêt.

³ Cf. article 502J/112.

Paris : avenue Mathurin-Moreau (1919-1920) et 14-16, rue de Versigny (1938), ou en banlieue : en particulier à Clichy et à Arcueil (1936)⁴.

Le 8 novembre 1939, la Maison des syndicats est dissoute, ses biens mobiliers et immobiliers placés sous séquestre et gérés par l'Administration des Domaines jusqu'en 1944. Le matériel de l'imprimerie, des cliniques, des salles de réunions, des bureaux et des organisations locataires est liquidé à des prix dérisoires.

À la Libération, la Maison des syndicats reprend ses biens et son activité. En 1947, la cotisation qui lui était versée par les syndicats de la Région parisienne est supprimée. Le financement de ses activités devient difficile.

Le complexe de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), nouvelle Bourse du travail, est inauguré en 1982. La plupart des fédérations et syndicats de la CGT emménagent alors dans les nouveaux locaux.

L'Union régionale d'Île-de-France CGT (URIF CGT), issue de l'ancienne Union syndicale de la Région parisienne CGT (USRP), reste, elle, locataire du « 33 » par principe. Elle perpétue ainsi l'enracinement parisien historique de la CGT et souhaite éviter que ce patrimoine immobilier symbolique soit récupéré par la Mairie de Paris, comme cela fût le cas pour les locaux historiques de la Fédération de la métallurgie du 94, rue Jean-Pierre Timbaud (Paris 11^e). Mais, en dépit de cette volonté, les conditions de modernisation de l'immeuble du « 33 » pour aboutir à son intégration dans les projets urbains de Paris se révèlent trop onéreuses. La Grange-aux-Belles est finalement vendue le 1^{er} mars 1989 à la Société Feinel-Résidences. En 1990, l'URIF est relogée dans le complexe de la CGT à Montreuil.

Présentation du contenu

Les archives qui composent ce troisième dépôt effectué par l'URIF CGT documentent l'histoire de la création de la Maison des syndicats. Elles forment trois ensembles de documents.

Un premier rassemble les dossiers relatifs aux réunions de l'Assemblée générale des actionnaires, avec les rapports présentés par le Conseil d'administration et les commissaires aux comptes. Ces documents couvrent une période de près d'un siècle (1909-2003) d'activité. On y trouve également les registres de procès-verbaux de réunions du Conseil d'administration.

Un deuxième ensemble est constitué des papiers relatifs à la gestion des biens immobiliers. Ces documents témoignent de la complexité des acquisitions immobilières de la Maison des syndicats, notamment au début du XX^e siècle. Ils permettent de suivre avec précision les opérations de vente et d'achat des propriétés, le remboursement des créances foncières, les travaux d'aménagement et

⁴ Concernant les dates d'acquisition des immeubles de la Maison des syndicats, cf. les rapports des Assemblées générales (502J/67-105).

de construction. En 1939, les biens de la Maison des syndicats sont saisis et mis sous séquestre. Les documents relatifs à cette période sont riches en informations sur l'état des biens mobiliers et immobiliers de la Maison des syndicats. On y trouve entre autres des inventaires, des procès-verbaux de constats.

La troisième partie concerne la gestion des salles de réunions et locaux de bureaux que la Maison des syndicats louait aux organisations syndicales, ainsi que celle des habitations et des boutiques qu'elle louait à des particuliers.

Quelques dossiers thématiques concernent les affaires générales et administratives, en particuliers les responsabilités de la société en tant qu'employeur (cotisations sociales, retraites, taxe d'apprentissage). Un dossier est consacré à une campagne de presse mettant en cause la mauvaise gestion financière de la Maison des syndicats entre 1934 et 1935. On trouve enfin les titres des actionnaires, un registre des mouvements des actions et des certificats nominatifs par syndicats.

Historique de la conservation

En 1994, l'URIF CGT avait déjà déposé un premier fonds aux Archives départementales avant de formaliser une convention avec le Conseil général de la Seine Saint-Denis en 1995. Ce premier dépôt de 80 mètres linéaires est conservé sous la cote 49J, il est consultable.

En 2011, un deuxième ensemble de moindre importance est arrivé aux Archives départementales et a été joint à un reliquat du premier dépôt. Ce deuxième dépôt de 7,5 mètres linéaires au total est conservé sous la cote 493J, il est également consultable.

En 2014, les archives relatives à la Maison des syndicats décrites dans cet instrument de recherche ont fait l'objet d'un troisième dépôt. Elles étaient auparavant conservées dans les locaux de l'URIF CGT à Montreuil où elles ont été exploitées par Danielle Tartakowsky, historienne, et Joël Biard, président de l'Institut d'histoire sociale de l'URIF, dans un ouvrage (cf. Bibliographie).

Sources complémentaires

Sources de même provenance

Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

49J – Archives de l'URIF CGT – 1^{er} dépôt.

493J – Archives de l'URIF CGT – 2^e dépôt.

Autres services d'archives

Centre historique des Archives nationales, Paris : série F7.

Archives de la Préfecture de police de Paris : série Ba, notamment Ba 2209 Bourse du travail.

CEDIAS-Musée social : fonds Griffuelhes, fonds Chambelland.

Bibliographie

TARTAKOWSKY (Danielle), BIARD (Joël), *La Grange-aux-Belles, Maison des syndicats 1906-1989*, Créaphis Éditions, 2012, 276 p.

Répertoire

Sommaire

FONCTIONNEMENT	19
502J/1-6 Statuts.	19
502J/7-117 Réunions statutaires.	19
GESTION PATRIMONIALE ET SPOLIATION	21
502J/118-122 Acquisitions et ventes de biens.....	21
502J/118-121 Acquisitions.	21
502J/122 Ventes.....	22
502J/123 Spoliation des biens mobiliers et immobiliers pendant la Seconde guerre mondiale.	22
GESTION DES LOCAUX DE LA MAISON DES SYNDICATS	23
502J/124-134 Location des salles, charges et prestations.	23
502J/135-140 Études, travaux et rénovations.....	25
AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION.....	26
502/141-145 Affaires générales.....	26
502J/146-152 Administration.	26
502J/153 Trésorerie.....	27
502J/154-156 Mouvements des actions.	27
AUTRES DOCUMENTS	28
502J/157-159 Journaux.	28
502J/160 Photographie.....	28

502J/1-117

FONCTIONNEMENT

1909-2003

502J/1-6

Statuts.

1914-1985

Contenu type : manuscrits, copies, brochures en 3 exemplaires.

502J/1

1914 (manuscrit et brochures).

502J/2

1920

502J/3

1924 (manuscrit).

502J/4

Modification : procès-verbal manuscrit de l'Assemblée générale extraordinaire portant modification des statuts, acte de dépôt de pièces de publicité concernant la société La Maison des syndicats.

1935

502J/5

1934-1946

502J/6

1969-1985

502J/7-117

Réunions statutaires.

1909-2003

502J/7-111

Assemblée générale.

1909-2003

502J/7-68

Dossiers de séance.

1919-1989

Contenu type : rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes, procès-verbaux des Assemblées générales et des Conseils d'administration, ordre du jour, résolution, convocation, feuilles de présence, liste des actionnaires, récépissé de dépôt d'actes de société, certificat de dépôt des actes de société, bilan financier, extraits du registre de commerce, correspondance, Les Petites Affiches (journal d'annonces), notes manuscrites, cartes d'admission, délégations de pouvoir, lettre d'information, notice historique, règlement de l'organisation du service des travaux d'entretien, intervention, liste d'élections, statuts, appel, correspondance, coupures de presse.

502J/7-24	1919-1946	
502J/25-27	1947-1949	
502J/28-31	1950-1953	
502J/32-43	1954-1965	
502J/44-46	1966-1968	
502J/47-48	1969-1970	
502J/49-52	1971-1974	
502J/53-55	1975-1977	
502J/56-58	1978-1980	
502J/59-61	1981-1983	
502J/62-64	1984-1986	
502J/65-67	1987-1989	
502J/68	Correspondance avec les membres du Conseil d'administration au sujet des réunions d'Assemblée générale et de Conseil d'administration.	1948-1953
502J/69-72	Registres de procès-verbaux.	1946-2003
502J/69	1946-1968	
502J/70	1946-1969	
502J/71	1969-1989	
502J/72	1989-2003	
502J/73-111	Rapports imprimés du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes.	1909-1962, 1991
	<i>Contenu type : brochures en deux exemplaires sauf pour les années 1909, 1919, 1921, 1922, 1925, 1927, 1928 (un seul exemplaire).</i>	
	<i>Les rapports de 1919 et 1922 sont très abîmés, les feuillets détachés.</i>	
502J/112-117	Conseil d'administration : registres de procès-verbaux.	1919-1990
502J/112	1945-1950	
502J/113	1950-1953	
502J/114	1953-1960	
502J/115	1960-1969	
502J/116	1969-1990	
502J/117	Cahier d'émargement.	1919-1939

GESTION PATRIMONIALE ET SPOLIATION

1891,1903-1957

502J/118-122 Acquisitions et ventes de biens.

1891, 1903-1968

502J/118-121 Acquisitions.

1891, 1903-1957

502J/118 Propriétés du 109-111, rue du Château : compte de mitoyenneté manuscrit (1891), note d'honoraires manuscrite (1891), états d'hypothèque, certificats de radiation, reconnaissance de dette manuscrite (1909), liste de souscription (1911), coupures de presse, bordereau d'inscription, quittance manuscrite (1923).

1891, 1909, 1920-1923

502J/119 Impasse Chausson, 33, rue de la Grange-aux-Belles: état des lieux manuscrit (1906), avis de contribution aux taxes municipales, feuille d'assurance, état sur transcription (1914), contrats d'assurance de la Société d'assurance mutuelle de la ville de Paris et reçu (1903-1911), récépissé de dépôt, procès-verbal de constat, déclaration, récépissés de déclarations de licence, extraits des inscriptions portées au registre de commerce, livret de la Compagnie des eaux (1914).

1903-1957

502J/120 Relations avec le Crédit foncier de France : bail (1906), quittances de loyers, formulaires de prêts manuscrits (1935), quittance manuscrite (1937), correspondance, notes sur les origines de propriété, déclaration de revenu, rapport, quittances de remboursements, comptes de remboursement, déclarations de révision de l'évaluation des propriétés bâties, fiche de renseignements.

1906, 1934-1940

502J/121 Maison du peuple d'Arcueil : bail, contrat d'assurance, correspondance, notes manuscrites, acte de vente manuscrit (1925), bail manuscrit (1932), acte de vente manuscrit (1936), certificat négatif sur transcription.

1925-1936

502J/122

Ventes.

1923, 1944-1968

Immeuble des 14 et 16, rue Versigny, Paris 18^e, affaire Brau : acte de vente manuscrit (1923), compte de mitoyenneté (1923), certificats de radiations, quittances, état sur transcription, annonce de vente sur le journal Affiches parisiennes, correspondance, quittances de loyer, extraits de procès-verbaux du Conseil d'administration, notes concernant l'administration des biens de la Maison des syndicats.

1923, 1944-1953

Immeubles des 2-10, Avenue Mathurin Moreau : notes manuscrites, promesse de vente, tableaux des prix de revient et amortissements des immeubles, prévisions des loyers, original de l'annexe à l'acte de vente (20/12/1967), original de l'acte de vente avec conditions suspensives (08/12/1967), exposé d'expertise du groupe immobilier Lenchener S.A., note d'évaluation de la valeur vénale établie par l'architecte Pierre Moustrou, protocole d'accord, procès-verbal de réunion, comptes rendus d'assemblées générales, rapport oral, journal d'annonces judiciaires, coupure de presse.

1966-1968

502J/123

Spoliation des biens mobiliers et immobiliers pendant la Seconde guerre mondiale.

États des lieux, états de dégradation, récolements d'inventaires, inventaires de matériel, procès-verbaux de constats, notes générales, procès-verbaux de l'administrateur séquestre et liquidateur des biens, inventaires des organisations, listes de matériel saisi, courrier, exposé des motifs, liste d'évaluation des pertes, récapitulatif de la gestion des biens sous séquestre, états des réquisitions par les autorités militaires françaises, procès-verbal de constat, rapport, bail, états de ventes de matériel, ordonnance de référé pour la levée du séquestre (1944), note manuscrite, correspondance concernant la réintégration des biens liquidés, correspondance avec les avocats, notes sur l'historique de la création de la Maison des syndicats, statuts.

Biens immobiliers concernés : 33, rue de la Grange-aux-Belles (Paris 10^e) ; 8, avenue Mathurin Moreau (Paris 19^e) ; 114-120, boulevard de la Villette (Paris 19^e) ; 2-4 place du Colonel Fabien (Paris 19^e) ; 109-111, rue du Château (Paris 14^e) ; 14-16, rue de Versigny (Paris 18^e) ; 39, rue de Cauchy (Arcueil) ; 60, rue de Paris (Clichy).

1939-1952

502J/124-160

GESTION DES LOCAUX DE LA MAISON DES SYNDICATS

1937-1989

- 502J/124-134** **Location des salles, charges et prestations.**
1937-1983
- 502J/124-127 Relations avec les organisations syndicales locataires.
1937-1983
- 502J/124 Confédération générale du travail (CGT) :
correspondance.
1944-1948
- 502J/125 Union des syndicats ouvriers de la Région parisienne
(USRP) : correspondance, bulletin d'information.
1937, 1945-1954, 1965-1983
- 502J/126 Union syndicale du bâtiment : correspondance.
1945-1949
- 502J/127 Comité de gestion intersyndical du 14^e arrondissement :
correspondance, procès-verbal, barème de location,
reconnaissance de dette.
1948-1955
- 502J/128-129 Tarification de location et recherche de subventions.
1945-1956
- 502J/128 Prix des locations: barème des prix de location,
règlements des salles, tableaux comparatifs des
locations, circulaires, appel, résolution, agenda des
réunions, correspondance des organisations syndicales,
bail manuscrit, notes manuscrites, déclarations
d'impôts, textes de lois, coupures de presse.
1945-1956
- 502J/129 Demandes de subventions : correspondance, notes de
la préfecture, Journal Officiel, coupure de presse.
1945-1951

502J/130	Règlement des créances.	1939-1947
	<i>Contenu type : correspondance, reçus, états des soldes.</i>	
	Association France-URSS.	1939-1947
	Parti communiste français, Fédération de la Seine.	1939-1947
	Mairie d'Aulnay-sous-Bois.	1947
	Syndicat des ouvriers jardiniers.	1946
	Union syndicale du bâtiment.	1946
	Syndicat des industries chimiques.	1946
	Journal <i>l'Humanité</i> .	1939-1946
502J/131-134	Gestion des charges et prestations.	1939, 1945-1968
	<i>Contenu type : tableaux récapitulatifs des charges et prestations, extraits de minutes du greffe, correspondance, baux, quittances de loyers.</i>	
502J/131	Immeuble du 116, boulevard de la Villette, Paris 19 ^e .	1939, 1946-1965
502J/132	Immeuble des 118/120 boulevard de la Villette, Paris 19 ^e .	1945-1965
502J/133	Ateliers Versigny des 14-15, rue de Versigny, Paris 18 ^e .	1945-1951
502J/134	Immeuble du 122, boulevard de la Villette, Paris 19 ^e .	1950-1968

502J/135-140

Études, travaux et rénovations.

1928-1989

502J/135

Étude du projet de construction des immeubles de la Maison des syndicats : texte du projet.

1933

502J/136

Impasse Chausson, Paris 10^e : convention de création d'un syndicat des propriétaires riverains (1928), correspondance concernant les travaux d'entretien de l'immeuble, plan, notes manuscrites.

1928, 1946-1973

502J/137

Immeubles 109-111, rue du Château, Paris 14^e : devis des travaux.

1945-1951

502J/138

Terrain du 29, rue de la Grange-aux-Belles : règlement de copropriété, rapport oral du Conseil d'administration, correspondance, convention de formation d'un syndicat de propriétaires, devis descriptif de la société civile Cyber, plans de la Maison des syndicats, plans, étude de rentabilité.

1965-1971

502J/139

Modernisation de la Maison des syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles : correspondance, devis, notes sur l'historique de la société, rapport moral, compte rendu de réunion, coupure de presse, liste des syndicats actionnaires, convention d'aide à la réinsertion de travailleurs immigrés, détail comparé des charges du compte de résultat.

1970, 1985-1989

502J/140

Gestion des biens de la Maison des syndicats : correspondance de Charles Craunot, administrateur.

1969-1985

AFFAIRES GENERALES ET ADMINISTRATION

1914-1987

502/141-145

Affaires générales.

1934-1987

502J/141 Campagne de presse contre la Maison des syndicats : courrier, bulletin d'information, réponse de la Maison des syndicats, coupures de presse, rapport de l'Assemblée générale.

1934-1935

502J/142 Relations avec le Bureau des sociétés : correspondance, liste des membres du Conseil d'administration, rapport des commissaires aux comptes, procurations.

1948-1965

502J/143 Extension de l'activité de la Maison des syndicats à l'ouverture d'un débit de boisson : note, Journal Officiel.

1948

502J/144 Nuisances sonores des salles de bals : correspondance de la préfecture de police de Paris.

1986-1987

502J/145 Salariés immigrés : correspondance de l'Office national d'immigration, convention de mise en œuvre des aides à la réinsertion des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine.

1987

502J/146-152

Administration.

1945-1987

502J/146 Cotisations sociales : correspondance, brochure, tableaux annuels, demande de validation de service.

1945-1968

502J/147 Association interprofessionnelle Seine-Centre-Seine-et-Oise/ASSEDIC : courrier, circulaire, notes manuscrites,

- avis de versement de contributions, bordereau d'affiliation, notices.
1958-1960
- 502J/148 Association générale de retraites par répartition (AGRR): comptes rendus de l'Assemblée générale, brochure, circulaire.
1960-1963
- 502J/149 Caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés de Paris : correspondance.
1945-1952
- 502J/150 Caisse centrale d'Allocations familiales de la Région parisienne : relevés des décomptes des cotisations, correspondance.
1945-1962
- 502J/151 Taxe d'apprentissage : demande d'exonération de la taxe d'apprentissage, courrier, reçu de subvention, bordereau de versement.
1975-1980
- 502J/152 Gestion du personnel : courrier, notes manuscrites, coupures de textes sur la législation sociale, convention d'entreprise.
1985-1987
- 502J/153 Trésorerie.**
1931, 1947-1962
Bilans et ventilations : note sur des questions fiscales (1931), états récapitulatifs de la gestion des immeubles, des amortissements et opérations diverses, notes de frais, notes comptables recettes et dépenses, rapports d'Assemblées générales, tableaux des bilans, déclarations d'impôts, comptes de gestion, liste des actionnaires, comptes d'exploitations, rapports des commissaires aux comptes.
- 502J/154-156 Mouvements des actions.**
1914-1986
- 502J/154 Transfert d'actions : délégations de pouvoir (1914-1925), certificats nominatifs par syndicat et actionnaires administrateurs de la société anonyme *La Maison des syndicats*, bordereaux, correspondance.

1914-1983

502J/155 Titres nominatifs : attestations d'inscription en compte (67 attestations) du 30 octobre 1984.

1984

502J/156 Registre des mouvements des titres.

1985-1986

502J157-160

AUTRES DOCUMENTS

1902-1988

502J/157-159 Journaux.

1902-1988

502J/157 *Le Cri du peuple*, coupures.

1902,1930

N°73 du 30 avril 1902.

N°43 du 1^{er} octobre 1930.

N°44 du 8 octobre 1930.

N°47 du 29 octobre 1930.

N°50 du 20 novembre 1930 (voir la rubrique « La vie de la CGTU » en page 4).

502J/158 *Les Petites Affiches*, journal d'annonces judiciaires et légales : numéros de 1964, 1984, 1987, 1988.

502J/159 *La Vie des métiers construction et immobilier, journal indépendant* : numéros d'avril, juin, septembre, octobre 1964.

502J/160 Photographie.

s.d.

Vue de l'intérieur de la clinique de la Maison des syndicats : tirage papier noir et blanc.

Table des matières

INTRODUCTION	5
SOURCES COMPLÉMENTAIRES	11
BIBLIOGRAPHIE	13
RÉPERTOIRE	15
TABLE DES MATIÈRES.....	29

